REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 30 JANVIER 2019 SESSION ORDINAIRE

Le **Mercredi 30 Janvier 2019, à 20 heures 00**, le Conseil municipal de la Commune de RULLY, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Sylvie TRAPON.

Date de convocation : 26/01/19

Conseillers présents : Madame Sylvie TRAPON - Monsieur Frédéric CAMPOS - Madame Agnès HUMBERT - Monsieur Michel GAUTHERON - Madame Chantal BIGOT - Monsieur David LEFEBVRE - Monsieur Vincent DUREUIL - Madame Yvonne TROUSSARD - Monsieur Jean-Baptiste PONSOT - Madame Lucie PONSOT - Monsieur Thierry THEVENET - Madame Nathalie SARTRE - Monsieur François LOTTEAU Monsieur Guy ALADAME - Monsieur Jacques DURY.

Conseillers excusés représentés : Madame Joséphine MICALI qui donne pouvoir à Sylvie TRAPON, Madame Laurence BRIDAY, qui donne pouvoir à Vincent DUREUIL, Monsieur Jean-Pierre MILLIARD, qui donne pouvoir à Monsieur François LOTTEAU.

Conseillers excusés non-représentés : Monsieur Claude VERNAY.

PROCES VERBAL DE LA SEANCE

INSTALLATION DE MONSIEUR JACQUES DURY AU CONSEIL

1) **Désignation du secrétaire de séance**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

2) **Signature d'une charte pour la réception des convocations du Conseil municipal par la voie électronique**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

3) **Communication de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

4) **Approbation du compte-rendu de la réunion du 12 décembre 2018**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

5) **Budget-Finances : décision modificative sur budget 2018**

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

6) **Budget - Finances : engagement, liquidation et mandatement de dépenses d'investissement avant le vote du BP**

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

7) **Travaux : achat d'une parcelle de terrain rue de l'hôpital**

Rapporteur : Sylvie TRAPON

8) **Travaux : SALLE DES FETES / approbation du projet et sollicitation des subventions afférentes**

Rapporteur : Sylvie TRAPON

9) **Travaux : SALLE DES FETES / Modalités de remise des prestations des candidats à la maîtrise d'œuvre et désignation d'une commission spécifique pour l'analyse des candidatures.**

Rapporteur : Sylvie TRAPON

10) **Grand Chalon : Aménagement et développement économique - Transfert des zones d'activités économiques (ZAE) et modalités de transfert des terrains restant à commercialiser**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

11) **Achats/locations : signature d'un contrat pour la location d'un dupli-copieur auprès de la société RISO France**

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

12) **Signature d'une convention avec la Société Protectrice des Animaux**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

13) **Gestion du personnel : modification de l'intitulé d'un poste au tableau des effectifs.**

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

14) **Informations diverses**

Rapporteur : Sylvie TRAPON

- GRAND DEBAT NATIONAL
- TRAVAUX VNF : PISTE CYCLABLE FERMEE
- BILAN ACTIVITES SYDESL
- PROGRAMME AMENAGEMENT FORESTIERS 2020-2040
- PROSTITUTION SUR L'AIRE DE REPOS DE LA RD 906
- REMERCIEMENTS – FAIRE-PARTS - OBSEQUES

15) **Questions diverses**

Rapporteur Sylvie TRAPON

Installation d'un conseiller municipal suite à démission

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Par courrier en date du 14 décembre 2018, Madame Nelly CLAIRE, membre du conseil municipal de la liste « Vivre Rully » a présenté sa démission.

L'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que « les démissions des membres du conseil municipal sont adressées au maire. La démission est définitive dès sa réception par le Maire, qui en informe le représentant de l'État. »

Dans le respect de l'article L 270 du Code Électoral, qui précise que « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

C'est donc Madame Ghislaine MOUSSON, suivante sur la liste après Monsieur Jean-Pierre MILLIARD, qui aurait dû remplacer Madame Nelly CLAIRE.

Par courrier en date du 14 janvier 2019, Madame MOUSSON a informé Madame le Maire de son refus de prendre les fonctions de conseillère municipale.

C'est donc Monsieur Jacques DURY, suivant sur la liste, qui remplace Madame Nelly CLAIRE.

Le tableau du Conseil Municipal, tenant compte de cette installation, sera modifié.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil Municipal prend acte de l'installation de Monsieur Jacques DURY en qualité de conseiller municipal.

(ne donne pas lieu à un vote)

Madame le Maire souhaite la bienvenue à Monsieur Jacques DURY.

1. Désignation du secrétaire de séance.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

Conformément à l'article L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Madame le Maire, invite le Conseil municipal à procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Le Conseil municipal, par vote à main levée, à l'unanimité, désigne Monsieur Guy ALADAME. pour remplir la fonction de secrétaire de séance.

2. Signature d'une charte pour la réception des convocations du Conseil municipal par la voie électronique

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le 27 septembre 2016, l'ensemble des conseillers municipaux a accepté de recevoir les convocations du Conseil municipal par la voie électronique. Aux vues du changement de certaines adresse mails et de l'accueil de Monsieur Jacques DURY, il est proposé de remettre à jour la charte signée en 2016 pour la réception.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil Municipal prend acte de la mise à jour de la charte pour la réception des convocations par la voie électronique.

(ne donne pas lieu à un vote)

3. Communication de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, a pris connaissance de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal, à savoir :

- Signature d'un contrat de téléphonie avec SFR business pour la fourniture d'abonnements téléphonique pour un montant de 297,05€ HT/mois.

(ne donne pas lieu à un vote)

Monsieur Frédéric CAMPOS précise que Orange a également été sollicité. Toutefois, l'entreprise refuse de dépêcher des commerciaux sur place, chaque entretien doit se faire de manière téléphonique, sans identification de son interlocuteur.

Le contrat souscrit avec SFR n'emporte pas nécessairement d'économie sur le coût des abonnements ; toutefois, de nouveaux services sont inclus dans l'offre, notamment la possibilité d'avoir plusieurs lignes simultanées, contre deux actuellement, ainsi que le rebond d'appel en cas de poste occupé à l'accueil, afin que le téléphone ne sonne jamais dans le vide pour les administrés.

4. Approbation du compte-rendu de la réunion du 12/12/2018.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité, approuve le compte rendu de la réunion du 12/12/2018.

5. Budget-Finances : décision modificative sur budget 2018

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

EXPOSE

En juillet 2018, le Conseil a approuvé la modification du résultat d'affectation du CA 2017 au BP 2018. Aux vues de cette décision, le conseil a modifié le BP2018 en section d'investissement de la manière suivante, afin de préserver l'équilibre budgétaire :

RI compte 1068 : -42 906€ / DI compte 1068 : -42 906€

De même, un virement de crédits avait été voté dans la section de fonctionnement, d'un montant de 342€.

La DM a malheureusement été rejetée par la trésorerie municipale, pour le motif des dépenses imprévues de fonctionnement 022 d'un montant de 342,00 euros à nouveau mentionnées par erreur dans une autre délibération.

Cela contraint le Conseil à reprendre une décision modificative s'agissant du compte 1068, de la manière suivante :

	Chapitre Article Désignation	Dépenses		Recettes	
		Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
INVESTISSEMENT	Excédent de fonctionnement RI / Chap 1068				- 42 906€
	Excédent de fonctionnement DI / Chap 1068		- 42 906€		

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Monsieur Frédéric CAMPOS, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'approuver la décision modificative telle qu'exposé dans le tableau ci-dessus.

L'ensemble des élus souhaite que cette question de comptabilité soit enfin résolue.

6. Budget – Finances : engagement, liquidation et mandatement de dépenses d'investissement avant le vote du BP

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

EXPOSE

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, jusqu'à l'adoption du budget primitif, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses en section d'investissement, dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits.

Pour rappel, le montant budgétisé en dépenses d'investissement 2018, non compris le chapitre 16 « remboursement de la dette », s'est élevé à 1 799 973 euros.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des services, il est demandé au Conseil d'autoriser Madame le Maire à faire application de l'article suscité pour engager, liquider et mandater dans la limite des crédits suivants :

Opération / Imputation	Intitulé	Montant
1901-2188	Bâtiments communaux 2019	25 000€
1902-2315	Logements communaux 2019	5 000€
1903 - 2188	Ecole 2019	2 000€
1904-2315	Voirie 2019	60 000€
1905-2188	Matériel technique 2018	5 000€
1906 - 2315	Embellissement 2019	22 000€

Ces crédits votés seront repris au budget primitif 2019.

Monsieur CAMPOS explique que ces opérations ont été identifiées comme étant celles où plusieurs dépenses en investissement pourraient s'imputer avant le vote du budget primitif.

Par exemple, la voirie de la Rue Saint Jacques pourrait être refaite avant l'ouverture du cabinet dentaire, prévue pour le mois d'avril.

DECISION

Vu l'article 15 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation,

Vu l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la Circulaire Interministérielle (intérieur –Finances Nor : INTB 8900017C) du 11 janvier 1989,

Vu l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales,

Considérant que jusqu'à l'adoption du budget primitif ou jusqu' au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le Maire peut, sur autorisation du Conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

Considérant la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des services jusqu'au vote du budget primitif,

Après avoir entendu Monsieur Frédéric CAMPOS, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'autoriser Madame le Maire à faire application de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite des crédits ci-dessus exposé ;
- Il est précisé que ces crédits votés seront repris au BP 2019.

7. Travaux : achat d'une parcelle de terrain rue de l'hôpital

Rapporteur : Sylvie TRAPON

EXPOSE

Dans le cadre de l'aménagement d'un lotissement aux champs-rouges et de la rue de l'hôpital qui en découle, il est nécessaire de procéder à l'agrandissement de la rue pour permettre le passage de deux voitures.

Pour ce faire, il est proposé d'acquérir auprès de Madame Françoise GUYOT la parcelle ZI396, d'une surface de 147m², et ce pour un montant de 150€.

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2121-29,

Considérant la nécessité d'acquérir la parcelle n°ZI396 pour permettre l'agrandissement futur de la rue de l'hôpital,

Madame le Maire propose qu'il soit constaté la cession de la parcelle ZI396 au profit de la Commune pour un prix de 150€,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'autoriser Madame le Maire à procéder avec les consorts GUYOT à l'acquisition de la parcelle ZI396 pour un prix de 150€ et à signer tous les documents afférents.

Madame le Maire précise que cette action devra s'accompagner de l'achat de bandes de terrains équivalentes auprès de Monsieur Jean-François DELORME, propriétaire des parcelles suivantes.

8. Travaux : SALLE DES FETES / approbation du projet et sollicitation des subventions afférentes

Rapporteur : Sylvie TRAPON

EXPOSE

Soucieuse de disposer d'un patrimoine optimisé, c'est-à-dire mieux adapté aux usages et répondant aux impératifs de la transition énergétique, l'équipe municipale a engagé, au cours de l'année 2018, une importante réflexion sur l'entretien et la valorisation d'une partie de son patrimoine bâti, et notamment sur la salle des fêtes.

Implantée à proximité d'habitation, la salle est aujourd'hui inutilisable pour les manifestations pouvant provoquer des nuisances sonores. Ce lieu reste néanmoins très apprécié des associations et de l'école, et de nombreuses manifestations non bruyantes s'y déroulent régulièrement. Des travaux de rénovation, de mise en conformité et d'amélioration de la performance énergétique sont néanmoins nécessaires.

Une intervention sur cet équipement s'avère indispensable pour :

- Assurer la pérennité de l'édifice ;
- Offrir aux utilisateurs des locaux sains et répondant aux normes en vigueur ;
- Requalifier l'image d'un équipement public important à l'échelle de la commune ;
- Améliorer la performance énergétique du bâtiment dans une démarche de développement durable.

Suite à plusieurs réflexions quant aux orientations d'aménagement de cette salle, la solution retenue est celle de la RECONVERSION DE LA SALLE DES FETES EN SALLE MULTI-USAGES EN PRIVILEGIANT LA CONSERVATION DES AMENAGEMENTS INTERIEURS.

Cette solution comprend la requalification de l'extension et le réaménagement complet des locaux. La scène est conservée et l'entrée principale du bâtiment est aménagée en pignon.

Le montant total de cette opération est estimé à 445 000 € HT (*coût travaux*). A ces coûts s'ajoutent les honoraires de maîtrise d'œuvre, mobiliers, études, pour un montant total de 602 666,10€ HT.

Il est donc demandé au conseil de bien vouloir approuver l'opération, selon le plan de financement suivant :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
TRAVAUX	477 816,86 €	DETR (30%)	180 800 €
ETUDES	99 849,24 €	Région via contrat territorial 30%	170 330 €
MOBILIER	25 000,00 €	Département - Appel à projets 3%	18 080€
		Autofinancement 37%	232 786,10 €
TOTAL	602 666,10 €	TOTAL	602 666,10 €

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'approuver le lancement de l'opération de rénovation de la salle des fêtes, selon les conditions financières exposées
- Autorise Madame le Maire à solliciter l'Etat (*DETR 2019*), la Région (*Contrat Territorial*) et le Département (*Appel à Projets 2019*), pour co-financer ce projet.

Madame le Maire précise que les bases éligibles du Contrat Territorial sont différentes de celles de la DETR 2019, ce qui explique la différence de montant entre les deux aides, bien que les taux de financement soient les mêmes.

9. Travaux : SALLE DES FETES / Modalités de remise des prestations des candidats à la maîtrise d'œuvre et désignation d'une commission spécifique pour l'analyse des candidatures.

Rapporteur : Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le projet de reconversion de la salle des fêtes en salle multi-usages suppose d'organiser une consultation de maîtrise d'œuvre avec remise de prestations, qui permettra de déterminer quel architecte choisir aux vues d'une proposition d'aménagement, et non pas seulement aux vues des références et du prix.

Pour ce faire, il est nécessaire de former une commission spécifique, chargée d'émettre un avis sur les candidatures et sur les prestations, et de fixer le montant de la prime allouée aux candidats admis à remettre une prestation.

Il est donc demandé au Conseil de bien vouloir statuer sur :

- Le principe du recrutement d'un architecte au moyen d'un MAPA avec remise de prestations ;
- La composition de la commission chargée de sélectionner les candidats admis à remettre une prestation ;
- La prime aux candidats admis à remettre une prestation.

DECISION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et notamment les articles 5-III et 42-2°,

Vu la Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 27 concernant les marchés passés en procédure adaptée, 57-III relatif aux prestations et prévoyant le versement d'une prime.

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, à l'unanimité,

DECIDE :

- De recruter un architecte au vu d'un MAPA avec remise de prestations ;
- De désigner comme membre de la commission spécifique :
 - Le Maire, Président
 - Des membres du Conseil municipal :
Titulaires : Frédéric CAMPOS / Michel GAUTHERON / François LOTTEAU
Suppléants : David LEFEBVRE / Agnès HUMBERT / Guy ALADAME
 - un architecte : Monsieur Eric COUPET – OPAC
- De fixer le nombre de candidats admis à remettre une prestation à trois au minimum et quatre au maximum,
- De fixer le montant de la prime à 4 500 euros HT pour chacun des candidats admis à remettre une prestation sauf insuffisance ou non-conformité de la prestation remise, dans ce cas la commission proposera de ne pas verser ou de réduire la prime ;
- Dit que les crédits seront inscrits au budget primitif 2019.

Madame Agnès HUMBERT fait part de son accord pour ce type de recrutement ; compte-tenu de l'ampleur et de l'importance des travaux à prévoir, il est essentiel de pouvoir faire les choix d'aménagement avec le plus de certitudes possibles. Avoir plusieurs avant-projets concrets aidera à la prise de décision.

Monsieur Thierry THEVENET explique que le recrutement de l'architecte pour les travaux de l'espace des arts à Chalon a suivi cette même procédure.

10. Grand Chalon : Aménagement et développement économique - Transfert des zones d'activités économiques (ZAE) et modalités de transfert des terrains restant à commercialiser

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, dite « loi NOTRe » prévoit le transfert obligatoire, au 1er janvier 2017, de la compétence « développement économique » au sein de laquelle s'inscrit le transfert et la gestion des zones d'activités économiques (ZAE).

Par délibération du 13 décembre dernier, le Grand Chalon a approuvé la liste des ZAE sur son territoire.

Parmi celles-ci, deux zones, « les Grandes Terres » à Oslon et « les Plantes » à Saint-Loup Géanges, sont en cours d'aménagement et contiennent des terrains restant à commercialiser.

Or, le régime de droit commun de mise à disposition des biens immobiliers applicable en cas de transfert de compétence, n'est pas adapté au transfert des terrains destinés à être ensuite commercialisés car il ne permet pas au Grand Chalon de les céder.

La réglementation prévoit la possibilité d'un régime dérogatoire de transfert en pleine propriété de ces terrains, dont les conditions patrimoniales et financières doivent être décidées par délibérations concordantes du Conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres se prononçant à la majorité qualifiée requise.

Aussi, le Grand Chalon a adopté les conditions patrimoniales et financières de transfert de ces terrains :

- le transfert en pleine propriété des terrains restants, sur les ZAE « les Grandes Terres » à Oslon et « les Plantes » à Saint-Loup Géanges;
- la cession au Grand Chalon de ces terrains se fera au prix correspondant au solde entre les charges et recettes prévisionnelles restant à réaliser par le Grand Chalon sur l'opération, figurant au bilan financier de l'opération.

Il revient aux conseils municipaux des communes membres de se prononcer sur celles-ci.

Afin de permettre au Grand Chalon de commercialiser les terrains restant à aménager dans les ZAE, il est proposé de délibérer dans les mêmes termes.

DECISION

Vu le Code Général des Collectivités, en particulier l'article L.5211-17,

Vu les circulaires préfectorales du 29 mai 2017 sur les modalités d'exercice de la compétence « zones d'activité économique » et du 23 février 2018, relative aux mises à disposition et aux transferts de propriété liés à l'exercice de la compétence « zones d'activité économique »,

Vu la délibération du Grand Chalon du 13 décembre 2018 - Aménagement et développement Economique- Transfert des zones d'activités économiques (ZAE),

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, à 13 voix POUR et 5 abstentions
(Jean-Baptiste PONSOT, François LOTTEAU, Jean-Pierre MILLIARD, Guy ALADAME, Jacques DURY)

DECIDE :

D'approuver les conditions patrimoniales et financières de transfert au Grand Chalon des terrains commercialisables inclus dans les ZAE en cours d'aménagement, suivantes :

- le transfert en pleine propriété des terrains restants, situés sur les ZAE « les Grandes Terres » à Oslon et « les Plantes » à Saint-Loup Géanges;
- la cession au Grand Chalon de ces terrains se fera au prix correspondant au solde entre les charges et recettes prévisionnelles restant à réaliser par le Grand Chalon sur l'opération, figurant au bilan financier de l'opération.

Messieurs Jean-Baptiste PONSOT, François LOTTEAU, Jean-Pierre MILLIARD, Guy ALADAME & Jacques DURY s'interrogent sur les conséquences emportées par cette délibération ; en effet, il apparaît curieux que les Communes ne disposent plus en pleine propriété de leur terrain, même si la compétence développement économique est exercée par le Grand Chalon. En sera-t-il automatiquement de même pour les autres Communes possédant une ZAE, dans le cas où la question viendrait à se poser également pour elles ?

En ce sens, et compte tenu d'un manque d'information à ce sujet, ces derniers se sont abstenus de voter.

Madame le Maire s'engage à apporter de nouveaux éléments de réponses et d'information lors de la prochaine séance de Conseil municipal.

11. Achats : signature d'un contrat pour la location d'un dupli-copieur auprès de la société RISO France

Rapporteur : Frédéric CAMPOS

EXPOSE

La société RISO France a approché la Commune afin de lui proposer la location d'un dupli-copieur en lieu et place d'un photocopieur.

Les avantages de cette technologie :

- Fonctionnement à froid et à plat afin de limiter les bourrages papier à cause de la chauffe ;
- Fonctionnement à froid écologique, qui diminue très considérablement la consommation électrique ;
- Encres à bases de pigments naturels (*plus de toner*) ;
- Pas de chauffe ni de dégagement de CO² ;
- Vitesse d'impression : vitesse identique en recto et en recto/verso : permet de ne pas attendre derrière le copieur + économie sur le papier ;
- Un important gain de temps pour l'impression ;
- Possibilité de faire de la monochromie (*bleu et rouge*) au prix du noir ;
- Scanner Haute Performance : Recto/Verso en 1 passage, détection automatique des formats ;
- Norme ISO 11798 : Norme Archivage.

La location d'un dupli-copieur en mairie et de deux petits copieurs RAM/Cantine/Garderie + bibliothèque coûterait à la Commune 1442,50€ HT par trimestre, contre 1385€ précédemment, soit une augmentation de 57,50€ par trimestre.

Pour information, RISO a racheté la fin de contrat liant la Commune au précédent fournisseur, SODICOB.

Il est donc demandé au Conseil de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer un contrat de location de 5 ans auprès de la société RISO France pour la location d'un dupli-copieur en mairie et de deux petits copieurs RAM/Cantine/Garderie + bibliothèque, pour un montant de 1442,50€ HT par trimestre.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frédéric CAMPOS, rapporteur, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'autoriser Madame le Maire à signer un contrat de location de 5 ans auprès de la société RISO France pour la location d'un dupli-copieur en mairie et de deux petits copieurs RAM/Cantine/Garderie + bibliothèque, pour un montant de 1442,50€ HT par trimestre

Monsieur François LOTTEAU retient que, compte-tenu de l'existence de la norme ISO 11798 / Archivage, il ne voit pas d'inconvénients à utiliser cette nouvelle technologie qui se veut plus écologique.

12. Signature d'une convention avec la Société Protectrice des Animaux

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

En raison de l'absence de fourrière municipale à Rully, la Commune, depuis plusieurs années, confie à la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Chagny le soin d'accueillir, d'abriter et de nourrir les animaux trouvés errants et capturés sur le territoire de la Commune, ainsi que les animaux domestiques amenés par les habitants.

En contrepartie de ces services rendus et des dépenses engagées, la Commune assure une participation financière annuelle au fonctionnement de la S.P.A. à hauteur de 0,90€ par habitant avec le transport des animaux.

Les relations entre la Commune et la S.P.A de Chagny sont régies par une convention annuelle globale.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à la signature de la convention annuelle avec la SPA, pour un montant de 0,90€, avec le transport.

DECISION

Vu le projet de convention 2019 entre la S.P.A. de Chagny et la Commune de Rully,

Considérant l'absence de fourrière municipale à Rully,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

- d'autoriser la signature de la convention 2019 citée en objet pour un montant de 0,90€ par habitant avec l'option transport ;
- dit que cette dépense sera imputée en section de fonctionnement à l'article réglementaire correspondant ;
- mandate Madame le Maire pour effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents.

Les élus débattent du maintien ou non de l'option transport dans le contrat souscrit, étant donné que ce sont les agents techniques qui capturent et amènent le plus souvent les animaux errants à la SPA. Toutefois, les finances de l'association étant de plus en plus contraintes, les élus ne souhaitent pas la priver d'une recette déjà peu élevée à la base.

13. Gestion du personnel : modification de l'intitulé d'un poste au tableau des effectifs.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

En octobre 2018, le Conseil a voté en faveur de la création d'un poste de rédacteur au sein de la filière culturelle / catégorie B. Il est indiqué que l'intitulé du poste n'est pas le bon : il s'agit **d'assistant de conservation** (équivalent de rédacteur dans la filière administrative).

C'est pourquoi il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer en faveur de la modification de l'intitulé du poste ouvert au tableau des effectifs.

DECISION

Vu la délibération n°2018-73 du 17 octobre 2018,

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

- De modifier le tableau des effectifs comme ceci : le poste créé est un poste assistant de conservation 3/35^{ème}, en lieu et place de rédacteur 3/35^{ème}
- Rappelle que la décision reste effective à compter du 1^{er} décembre 2018.

14. Informations diverses

Rapporteur : Sylvie TRAPON

GRAND DEBAT NATIONAL

À l'initiative du Président de la République, l'État engage sur tout le territoire un grand débat national, démarche inédite de consultation de tous les citoyens, devant leur permettre de témoigner, d'exprimer leurs attentes, mais aussi leurs propositions de solutions.

Chacun peut participer au Grand Débat via la plateforme <https://granddebat.fr/>

Pour les personnes ne possédant pas d'ordinateur ou de connexion internet, un ordinateur se tient à leur disposition en mairie. Pour les personnes qui ne maîtrisent pas les outils informatiques et qui souhaitent contribuer au Grand Débat, un registre écrit est également à leur disposition.

Le Grand Débat est ouvert depuis le 15 janvier 2019, et sera clôturé le 15 mars prochain.

Une synthèse sera réalisée le 15 avril 2019.

TRAVAUX VNF : piste cyclable fermée

Le canal du Centre sera en chômage programmé du 28/01/2019 au 24/03/2019, période pendant laquelle des travaux de maintenance seront effectués sur le réseau.

Sur le secteur de Chagny à Chalon, plusieurs opérations de travaux seront réalisées :

- Réparation de fuite
- Travaux de maçonnerie sur les écluses
- Travaux d'étanchéité sur les portes d'écluses

A ce titre, des entreprises seront autorisées à circuler sur la vélo-route

Dans ce cadre, l'accès du vélo-route aux usagers sera interdit de l'écluse 28 méditerranée à Rully au PK 15.170 à l'écluse 24 méditerranée à Chagny au PK 17.792 pendant toute la durée des travaux du 30/01/2019 au 24/03/2019, un arrêté sera pris par le conseil départemental gestionnaire de la voie.

Les équipes de VNF fermeront physiquement l'accès de part et d'autre de la zone de travaux à compter du 30/01/2019.

BILAN ACTIVITES SYDESL

Rapport transmis indépendamment.

(ne donne pas lieu à un vote)

PROGRAMME AMENAGEMENT FORESTIERS 2020-2040

Le patrimoine forestier de la Commune est actuellement géré sur la base d'un document de gestion règlementaire établi pour la période 2006-2020. Celui-ci parviendra donc à échéance l'année prochaine. L'ONF a approché la Commune pour l'élaboration d'un nouvel aménagement, qui s'appuiera sur un bilan de la gestion passée mais également sur de nouvelles analyses.

Une première réunion a eu lieu le vendredi 18 janvier, afin de présenter la démarche.

Le Conseil sera associé à toutes les étapes de ce nouvel aménagement avec notamment une réunion de présentation de la gestion passée et les solutions souhaitables/envisageables, assortie d'une tournée technique en forêt (*à prévoir un samedi matin*). Ce travail sera conclu par une ultime concertation, où le l'aménagement définitif et le programme d'actions devra être validé.

Monsieur François LOTTEAU fait part de son intérêt pour ce projet, et souhaite y participer.

PROSTITUTION SUR L'AIRE DE REPOS DE LA RD 906

Madame le Maire a rencontré Monsieur le Président du Conseil départemental le 7 janvier dernier afin de lui faire part des problèmes liés à la prostitution sur le domaine public départemental.

Ils ont évoqué les évolutions jurisprudentielles récentes en la matière, qui laissent entrevoir de nouvelles possibilités d'actions, notamment sur le volet des infractions routières.

Le Département va travailler dans quelques mois sur un projet d'arrêté interdisant aux personnes se livrant à la prostitution de stationner ou de se livrer à des allées et venues répétées sur la voie publique, de jour comme de nuit, et ce pour des nécessités de maintien de l'ordre public. La sous-préfecture sera également associée à cette démarche.

Par ailleurs, arrêté municipal instaurant un sens interdit sauf riverains à partir du 26, Chemin des Brayères a été rédigé, dans l'espoir de décourager les clients souhaitant se rendre sur l'aire de Rully depuis votre rue ; en effet, les forces de l'ordre seront appelées afin de verbaliser les contrevenants.

Monsieur Jacques DURY s'interroge sur le droit des chasseurs d'utiliser la portion en sens interdit. Madame le Maire précise que, compte-tenu du paiement d'un loyer par la société de chasse pour l'utilisation des bois, il n'y a pas d'obstacles à ce qu'ils empruntent le sens interdit.

REMERCIEMENTS – FAIRE-PARTS – OBSEQUES

- Remerciements des amis de l'accueil de nuit de Chagny pour le versement d'une subvention de 200€
- Remerciements de Madame Chloé DUCHET, qui a effectué un stage de deux semaines pour sa formation d'ATSEM à l'école de Rully
- Remerciements de M. Richard MAHONEY, à qui la Commune a envoyé un blason de Rully pour son travail de traduction de textes relatifs à l'histoire et au patrimoine de Rully
- Madame et Monsieur GIRARDOT ont fait part à la Commune de la naissance de leur petite ALOISE
- Remerciements de la Famille CHAUTARD pour l'envoi d'une gerbe suite au décès de Madame Simone CHAUTARD
- Remerciements de la Famille VELARD pour l'envoi d'une gerbe suite au décès de Monsieur Jean VELARD.

RESTITUTION SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE :

Monsieur Guy ALADAME, représentant de la Commune au sein de la commission pour l'élaboration du schéma directeur cyclable du Grand Chalon, s'est rendu à la dernière réunion qui a eu lieu le 28/01/2019, et fait part de quelques informations. Notamment, le schéma va être présenté très prochainement en conseil communautaire / 1^{ère} tranche de travaux prévue pour 2019-2020.

15. Questions diverses

Rapporteur Sylvie TRAPON

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h25